

NOUVELLES
QUESTIONS
FÉMINISTES

Revue internationale francophone

ÉDITIONS ANTIPODES

Trajectoires de militantes dans un quartier ouvrier de Montréal: trente ans de changements

Author(s): Anna Kruzynski and Michèle Bayard

Source: *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 24, No. 3, Les logiques patriarcales du militantisme (2005), pp. 86-104

Published by: [Nouvelles Questions Féministes & Questions Feministes](#) and [Editions Antipodes](#)

Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/40620326>

Accessed: 10/12/2013 13:57

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <http://www.jstor.org/page/info/about/policies/terms.jsp>

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.



<http://www.jstor.org>

Nouvelles Questions Féministes & Questions Feministes and *Editions Antipodes* are collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Nouvelles Questions Féministes*.

Trajectoires de militantes dans un quartier ouvrier de Montréal : trente ans de changement-s ¹

Anna Kruzynski

Le quartier ouvrier de Pointe-Saint-Charles, à Montréal, est régulièrement présenté comme un leader au sein du mouvement communautaire québécois. Toutefois, les expériences des femmes du quartier, qui sont, elles, l'épine dorsale du mouvement, sont peu connues. Le but du présent article est de faire part des conclusions d'un projet d'écriture participative de l'histoire. Ce dernier a été réalisé à partir de l'historique de l'organisation communautaire tel que relaté dans les histoires de vie de femmes militantes et engagées depuis plus de vingt-cinq ans. Je commence cet article par un rapide survol de la littérature traitant des femmes et de l'action communautaire. Par la suite, je décris la méthodologie suivie par le projet d'écriture participative de l'histoire, qui lie les approches historiques féministes et la pratique de l'organisation communautaire. Après un bref aperçu de la naissance du mouvement communautaire en tant que tel à Pointe-Saint-Charles, de même que de celle de la seconde génération du mouvement féministe au Québec, j'ai recours aux concepts de différenciation et de stratification élaborés par Floya Anthias (Anthias, 1998) pour présenter les cheminements des participantes à ce projet en ce qui concerne des thématiques spécifiquement liées à la question du genre.

Les femmes : l'épine dorsale de l'organisation de quartier

À maintes reprises, la centralité des femmes dans l'organisation de la communauté, ainsi que leur présence majoritaire au sein des organisations communautaires (Payne, 1990) ont été démontrées, et ce à travers le temps (Rabrenovic, 1995) et indépendamment de leur appartenance ethnique/ raciale ou à une classe (DeSena, 1998). Malgré cette évidence, les spécialistes ont commencé seulement récemment à reconnaître et à étudier le caractère sexué, de classe et d'origine ethnique de l'organisation communautaire.

1. Je tiens à remercier du fond du cœur Francine Descarries, Éric Shragge et Jean Panet-Raymond qui ont commenté les précédentes versions de ce

texte, Johanne Paquette qui a traduit les extraits tirés du groupe de discussion anglophone et Michèle Bayard qui a traduit le reste du texte.

En fait, Doug McAdam a constaté que les théoricien-ne-s des mouvements sociaux, dans leur souci de :

« (...) démêler les dynamiques génériques du militantisme individuel (...), ont pratiquement ignoré l'impact du genre. Ce faisant, [ils/elles] ont perpétué une fiction : l'idée selon laquelle l'adhésion et la participation à l'action militante, ainsi que leurs conséquences, sont, d'une certaine manière, vécues de la même façon par tous les participants. De toute évidence, cela est faux. » (McAdam, 1992 : 1214, 1234, je souligne).

Plus encore, en centrant principalement leur attention sur les pratiques officielles ou les mouvements sociaux d'envergure situés en dehors de la sphère communautaire, les théories des mouvements sociaux ont perpétué le mythe qui veut que les pratiques des femmes, tout particulièrement celles qui sont identifiées comme personnes à faible revenu et dont l'action se situe à un niveau communautaire, ne sont pas « politiques ».

Les théories de l'action communautaire ont peut-être mieux réussi que les théories des mouvements sociaux dans leur reconnaissance des relations et processus complexes à l'œuvre dans la communauté. Pourtant, bien qu'un certain nombre de spécialistes abordent de façon spécifique les questions de genre, de classe et d'ethnicité/race dans l'organisation communautaire (Callahan, 1997 ; Dominelli, 1995 ; Gutiérrez et Lewis, 1994 ; Ng, Muller et Walker, 1990), les approches et les modèles qui prévalent encore aujourd'hui ignorent l'élément du genre ou ne traitent que d'organisations strictement féminines. Or les relations de genre, classe et ethnicité/race sont omniprésentes dans la société et, par conséquent, dans la communauté et dans l'organisation communautaire ; elles doivent donc être constamment problématisées, et pas seulement lorsqu'elles concernent des femmes ou des personnes d'autres origines (Callahan, 1997 ; Hyde, 1996). Seules certaines chercheuses féministes ont contribué à l'analyse du caractère sexué de la communauté et, plus récemment, à celle des interactions de genre, classe et ethnicité/race dans la communauté et l'organisation communautaire (Afshar et Maynard, 2000 ; Naples, 1998 ; Haywoode, 1999).

Le Québec ne fait pas exception. Mis à part quelques articles de magazines écrits pour la plupart dans les années 80 (par ex. D'Amours, 1985) et quelques documents abordant la problématique du rôle des femmes dans les groupes au Québec (par ex. Panet-Raymond, 1981), la majorité des écrits sur le militantisme des femmes concernent le mouvement des femmes lui-même (par ex. le Collectif Clio, 1982 ; Dumont et Toupin, 2003 ; Descarries, 1997 ; DeSève, 1994). De plus, la majeure partie de la littérature historique concernant l'organisation communautaire a été rédigée par des hommes, principalement des professeurs associés à des groupes communautaires, et d'après la perspective des organisateurs et organisatrices (par ex. Shragge, 1999 ; Panet-Raymond, 1997 ; Doucet et Favreau, 1991). À ma connaissance, il n'existe aucune recherche détaillée portant sur les expériences de femmes actives au sein de groupes communautaires mixtes au Québec.

Pourtant, il est important de documenter le point de vue des femmes dans les groupes communautaires, puisque leur expérience risque d'être différente de celle des organisateurs et organisatrices ou des militantes du « mouvement féministe » proprement dit. Le partage de ces trajectoires ne conduira pas seulement le concept d'organisation vers des avenues nouvelles, potentiellement différentes; en faisant partie désormais du paysage historique, ces voix changeront également le discours collectif, lequel est histoire. Plus encore, le fait de documenter les expériences de ces femmes, dont les voix sont souvent exclues des structures qui font l'histoire pour des raisons de genre *et* de classe, amène ces mêmes femmes à s'identifier en tant qu'*actrices historiques*, et rappelle aux autres femmes que toute personne façonne l'histoire, indépendamment de sa classe, de son sexe, de sa race/ethnicité.

Une méthodologie participative pour faire l'histoire

Le projet mené à Pointe-Saint-Charles repose sur une méthodologie qui emprunte divers éléments à la pratique féministe en organisation communautaire (Gutiérrez et Lewis, 1994), pratique qui vise à composer avec les nombreux dilemmes éthiques inhérents à la méthodologie de l'histoire de vie féministe (Geiger, 1990). En accord avec la notion de *translocational imaginings in dialogue*² (Anthias, 2002), le concept du projet insiste sur le *pouvoir avec* (Starhawk, 1987) dans le but de créer des récits d'appartenance qui rompent avec les processus de différenciation et de stratification (Anthias, 1988). L'objectif est d'écrire l'histoire communautaire *avec* les personnes qui font cette même histoire (pour des explications plus approfondies de la méthodologie, voir Kruzynski, 2004).

Concrètement, cela consiste en un effort de collaboration entre moi-même, une universitaire-militante, et *Les Archives de Pointe-Saint-Charles* – une organisation du quartier dédiée à la préservation des archives des groupes communautaires, qui recourt à l'histoire comme outil de mobilisation au présent. Deux groupes de femmes³, soit un par principal groupe linguistique, se sont rencontrés pendant plus de quatre ans afin de documenter ensemble une histoire de l'action communautaire de Pointe-Saint-Charles. Toutes ces femmes ont été impliquées pendant plus de vingt-cinq ans, leur action ayant été motivée initialement par leur propre réalité. Toutes habitent encore dans le quartier ou dans ses environs. Au cours de ces rencontres mensuelles, elles ont partagé leurs expériences militantes et ont fait la lecture de leurs récits, dans le but ultime d'assembler leurs différentes voix en une courtépisode d'histoires, mosaïque qui révèle un portrait des efforts d'organisation.

2. Un nouvel imaginaire des relations sociales, bâties dans le dialogue, dans lesquelles l'égalité peut côtoyer d'autres idéaux liés à la solidarité et la transformation sociale.

3. Denise Boucher, Thérèse Dionne, Louise Lanthier, Donna Leduc, Marguerite Métivier, Madeleine Richardson, Myrna Rose, Maureen Ryan et Frances Vaillancourt. Michèle Soutière s'est retirée du projet en février 2005.

Les participantes à ce projet, ainsi que d'autres résident·e·s du quartier, salariées⁴ ou engagées comme bénévoles aux archives, ont été impliquées dans chacune des étapes du processus, depuis l'identification de la problématique ou du questionnement à l'étude, en passant par le choix des participantes, la définition des objectifs, la réalisation de la recherche et de l'analyse de fond et l'interprétation des récits, jusqu'à la fabrication et la distribution des fruits du projet. La courtepointe d'histoires a été transformée en un beau livre⁵, en ma thèse de doctorat, de même qu'en un certain nombre de documents écrits ; elle servira ultérieurement de base à la production de divers outils, dont un film documentaire, un guide pour les groupes qui désirent « faire l'histoire » de cette façon, ainsi que des ateliers dédiés aux nouveaux et nouvelles arrivant·e·s dans le quartier.

Le quartier prend sa destinée en main

Le monde occidental des années 60 était en ébullition ; mouvements étudiants, lutte contre la guerre au Vietnam, organisation en faveur des droits civils des Noirs et « guerre contre la pauvreté » aux États-Unis (Mayer, Lamoureux et Panet-Raymond, 2002). Le Québec et le Canada n'ont pas fait exception. Pendant cette période, alors que le pouvoir était transféré des mains des élites locales et de l'Église vers l'État, se produisit un virage idéologique, où l'on passa d'un discours de morale charitable à un discours de justice sociale et de droits (Lesemann, 1981 : 27). Ces réformes et les changements de mentalités qui les accompagnaient ont ouvert un espace d'où ont émergé des mouvements et de nouvelles façons de s'organiser (Kruzynski et Shragge, 1999). Déjà, dans la deuxième moitié des années 60, des étudiant·e·s militant au sein d'associations et de syndicats prenaient les rues d'assaut. Avec le temps, soit vers 1968, le mouvement s'est radicalisé, tant dans ses tactiques que dans ses revendications (Mayer, Lamoureux et Panet-Raymond, 2002). C'est aussi pendant cette période que le nationalisme a connu une forte croissance ; l'idée d'un Québec souverain allait être catapultée au cœur de l'agenda public dans les années suivantes (C.F.P., 1980). Le « mouvement communautaire autonome » auquel nous faisons référence aujourd'hui s'inscrit dans ce contexte d'effervescence.

Pointe-Saint-Charles a aussi été balayé par ce vent de changement. D'un quartier contrôlé par l'Église et par son élite locale, Pointe-Saint-Charles est devenu, à la fin des années 60, un symbole de citoyenneté active pour le Québec tout entier. De l'Action catholique – une organisation religieuse dirigée par un ordre de prêtres progressistes – et des comités de citoyens formés au début des années 60, dirigés par des animatrices

4. Isabelle Drolet, membre du personnel des Archives et militante de longue date, a co-coordonné avec moi le projet depuis le tout début.

5. *L'histoire de l'action communautaire à travers les histoires de vie de femmes de Pointe-Saint-Charles* (titre préliminaire), des histoires de vie racontées par le Collectif CourtePointe à Isabelle Drolet et Anna Kruzynski, à paraître en mars 2006.

et animateurs sociaux⁶, a surgi un mouvement qui prônait «le pouvoir au peuple». Au même moment, des femmes du quartier réclamaient une meilleure éducation pour leurs enfants et des citoyen-ne-s dénonçaient des pratiques d'aide sociale répressives et l'état délabré des logements. Des comités mettaient sur pied des projets, dont une clinique de santé menée par des citoyen-ne-s, un cabinet de consultation d'aide juridique, un centre d'éducation pour adultes, une garderie, un club de consommateurs, de nombreuses coopératives d'habitation.

Bien que certain-e-s militant-e-s du quartier aient essayé, avec un succès mitigé, de stimuler l'intérêt des citoyen-ne-s pour la politique municipale, la plus grande partie des énergies était, à ce moment-là, centrée sur la création et la consolidation de groupes de défense et de services alternatifs. Pour la majorité des personnes, «le pouvoir au peuple» ne signifiait pas encore *pouvoir politique*; le pouvoir populaire consistait plutôt à développer ses propres services et groupes, mettant en pratique le type de société qu'on cherchait à bâtir. Désormais, et plus que jamais, le leadership reposait entre les mains de «citoyen-ne-s ordinaires» et les individu-e-s qui prenaient la défense des personnes vivant dans la pauvreté étaient, plus souvent qu'autrement, des pair-e-s, non des animateurs et animatrices. Ainsi, vers la fin de 1972, les objectifs de départ de la *première vague* de l'animation sociale – ceux de donner une voix aux «sans voix», d'aider les personnes vivant dans la pauvreté à exercer un plus grand contrôle sur leur vie, de réformer les institutions afin qu'elles reflètent les besoins des personnes qui les utilisent – étaient, jusqu'à un certain point, atteints (voir McGraw, 1978).

Mais, dès le début des années 70, des citoyen-ne-s impliqué-e-s activement dans des comité de citoyens et des groupes de services alternatifs ont commencé à constater les limites de leurs actions, tout particulièrement en termes de changement social fondamental. À la lumière de ce constat, plusieurs groupes se sont mis à modifier leurs stratégies, en amenant leur travail d'organisation au niveau de la rue – plus proche des gens – et, par la même occasion, ont tenté de faire explicitement de l'éducation politique. Se forgeant leur propre analyse de classe émergente, une faction de militant-e-s ont intégré, à cette époque, les rangs de groupes marxistes léninistes (ML) et ont commencé à faire bouger les choses dans le but de créer un parti de travailleuses et de travailleurs révolutionnaire, lequel pourrait bâtir un Québec socialiste.

« Québécoises debouttes »

Bien que ce ne soit pas avant la fin de la deuxième moitié des années 70 qu'ait émergé, à Pointe-Saint-Charles, l'organisation autour de

6. L'objectif principal de ces personnes est de former des «leaders» de quartier, pour qu'ils et elles s'auto-organisent. Nous signalons par ailleurs que

dans ce texte les termes d'animateurs-trices et organisateurs-trices sont utilisés comme des synonymes.

besoins stratégiques liés, *en soi*, au genre, ailleurs, des militantes s'activaient depuis la fin des années 60 pour donner vie à la seconde vague du mouvement féministe. À cette époque, des femmes de partout au Québec, qui n'adhéraient pas au discours féministe libéral selon lequel l'égalité avait été atteinte par l'acquisition du droit de vote en 1940 et par l'abolition de la notion d'«incapacité juridique» des femmes mariées en 1964, ont pris la rue pour réclamer «l'autonomie, l'auto-définition et l'égalité entre les sexes» (Collectif Clio, 1982 : 477). Des féministes engagées dans le Mouvement de libération des femmes de Montréal (1969) et, un peu plus tard, avec le Front de libération des femmes du Québec (1970), ont, pour la toute première fois, porté sur la place publique des revendications touchant les corps des femmes : elles se sont mobilisées contre l'objectivation des femmes, elles ont réclamé la gratuité et l'accessibilité des contraceptifs et de l'avortement, et elles ont dénoncé la violence faite aux femmes.

Au début des années 70, des femmes membres de groupes mixtes, de syndicats ou d'organisations communautaires, influencées par les mouvements radicaux, ont commencé à se regrouper et à discuter de l'oppression spécifique à l'égard des femmes. Plusieurs de ces féministes en sont venues à créer des comités permanents du «statut de la femme» à l'intérieur des associations et se sont battues pour la création de garderies (par ex. Collectif intersyndical des femmes, 1984). Elles se sont également opposées à leurs collègues masculins au sein de groupes de Gauche, syndicats et groupes socialistes, et ont exigé que cesse le sexisme à l'intérieur des organisations (le Collectif Clio, 1982 : 483).

À cette époque, ce discours féministe était loin d'être endossé par la majorité des femmes au Québec. Cependant, la militance grandissante de la Fédération des femmes du Québec et le décret de l'année 1975 comme Année internationale des femmes par l'ONU ont fait en sorte que des femmes de partout au Québec, et tout spécialement celles qui étaient déjà impliquées dans des mouvements étudiants ou communautaires, ont commencé à épouser la cause féministe. Par la suite, plusieurs féministes ont travaillé à mettre sur pied des organisations autonomes de femmes (Lamoureux, 1986), dont des centres de santé pour femmes, des refuges pour femmes battues, des centres d'aide aux victimes de viols et des groupes d'autodéfense (Lacourse, 1984), autant de groupes «organisés comme des ressources définies et contrôlées par des femmes» et «établis en tant que «réponses de femmes» à des problèmes et des besoins qui semblaient être spécifiques aux «femmes» (Masson, 1999 : 51, traduction libre). Vers la fin des années 70, alors que les franges radicales du mouvement disparaissaient, des militantes féministes présentes dans les groupes communautaires ont participé à la décentralisation du mouvement vers les quartiers, les foyers et les lieux de travail (Lacourse, 1984).

Prendre sa place en tant que femmes à Pointe-Saint-Charles

En ces débuts du mouvement féministe, la majorité des femmes de Pointe-Saint-Charles n'endossaient pas – du moins explicitement – la cause féministe. En effet, les participantes au projet, tout comme plusieurs militantes du quartier, étaient engagées dans l'action parce que motivées, avant tout, par des «préoccupations socialement dévolues aux femmes»⁷ (liées à la famille, aux enfants et plus largement à la communauté immédiate) et elles étaient, la plupart du temps, impliquées dans des groupes mixtes. En réalité, puisque l'action communautaire à Pointe-Saint-Charles traite de ce qui est considéré comme des «affaires de femmes», elle est en grande partie le domaine des femmes. C'est le cas d'ailleurs partout en Amérique du Nord. Cette sur-représentation des femmes s'explique par leur place à l'intérieur d'un contexte où les ressources sont allouées en fonction du sexe, de la classe et de l'ethnos⁸, contexte où les femmes sont limitées et se limitent elles-mêmes à la communauté, une extension du foyer patriarcal, à cause des processus de hiérarchisation et d'infériorisation. Néanmoins, c'est en étant exposées aux idées des agitatrices⁹ de leur entourage, et grâce aux discussions avec d'autres femmes dans les groupes, que toutes en sont venues à identifier les besoins stratégiques liés aux rapports sociaux de sexe – problématique du corps des femmes et des inégalités entre les sexes (Moser, 1989) – et à agir, sans nécessairement endosser l'étiquette féministe.

D'une prise de conscience...

Comme leurs consœurs d'ailleurs au Québec, les femmes de Pointe-Saint-Charles ont remarqué que de nombreux hommes, en particulier ceux de niveau universitaire, tendaient à prendre pratiquement toute la place dans les groupes et qu'ils avaient plus d'influence, même si, souvent, dans l'ombre, c'était elles qui accomplissaient la majeure partie du travail :

7. Cette expression traduit le concept de «*practical gender needs*» lié au concept de «*strategic gender needs*», développés par Moser. Elle utilise le concept *practical (gender) needs* pour les besoins «qui sont formulés à partir des situations concrètes des expériences des femmes, liées à leur position genrée dans la division sexuelle du travail et qui sont dérivés de leurs intérêts pratiques pour survivre en tant que femmes» (Moser, 1989 : 1803). Les «*strategic gender needs*» sont les besoins «qui sont formulés en partant de l'analyse de la subordination des femmes par rapport aux hommes et aboutissent à des intérêts stratégiques liés au genre [...] pour une organisation alternative, plus égalitaire et satisfaisante de la société...» (Moser, 1989 : 1803).

8. J'utilise ici le terme «ethnos» d'après Floya Anthias (1998). Anthias déclare que le sexe, la classe et l'ethnos sont les principales divisions

sociales dans les sociétés occidentales. *Ethnos*, qui combine les concepts d'ethnicité et de race, est lié «à la production et la reproduction de liens, de sentiments et de solidarités en relation avec l'origine et l'appartenance collective» (513,523).

9. Le terme «agitatrice» ici utilisé fait référence à une personne qui, par une analyse critique partagée avec d'autres femmes, contribue à «secouer» le statu quo. J'utilise le terme «agitatrice» plutôt que féministe car la plupart des organisatrices/animatrices ne s'affichaient pas en tant que féministe – mais de par leur participation aux comités de citoyen-ne-s, elles sont venues à développer une certaine analyse et pratique féministe (sans se donner l'étiquette). Il y avait quelques féministes affichées... qui étaient soit des organisatrices/animatrices ou des membres de groupe... mais ce n'était pas majoritaire.

Marguerite : « Nous, les femmes, ça faisait pas longtemps qu'on avait commencé à parler ensemble. On faisait de la cuisine, on parlait des couches, de la nourriture. En public, on ne parlait pas fort ! On s'est aperçu que même s'il y avait seulement deux gars dans une assemblée, ils prenaient le micro, eux ! Ils arrivaient, prenaient toute la place... Et qui avait mis ça sur pied, qui travaillait là-dessus ? C'était nous autres ! Ils avaient le don d'arriver quand le plus gros du travail était fait. »

De plus, en partageant leurs expériences personnelles avec d'autres, elles ont réalisé que l'on rejetait souvent le blâme sur les femmes lorsqu'il était question des difficultés éprouvées par les enfants, du malheur qui semblait s'acharner sur la famille, et même des violences dont elles étaient elles-mêmes victimes :

Marguerite : « Les gens pensent que dans le couple, s'il y a séparation c'est à cause de la femme. « Si le gars boit, c'est à cause d'elle ! » Le phénomène des femmes battues, au départ, « c'est la faute des femmes ». « Elle le cherchait ! » [...] Si le gars trompait sa femme, c'est parce qu'il avait marié une « pas d'allure ! » Qu'est-ce que tu veux ? Il pouvait bien la tromper ! »

Pour la première fois souvent, elles ont commencé à parler publiquement de la violence subie de la part de leurs maris, et avec l'aide de féministes dans les groupes, elles ont été capables d'amorcer la rupture avec les processus d'infériorisation et de modifier leur compréhension des causes premières de la violence :

Anonyme : « La plupart des femmes étaient soumises sexuellement, il fallait que ça soit quand l'homme voulait, et à son service. Souvent les hommes pensaient que la femme était toujours prête. C'était notre devoir d'être prêtes. Je me souviendrai toujours quand j'ai dit à mon mari : « À l'avenir, j'aimerais ça être d'accord, moi aussi. » « Ah ben ! Maintenant c'est quand madame va vouloir !!! » Pour lui, j'étais toute détraquée ! Il trouvait que je charriais pas mal. C'était pas facile. J'ai été capable d'en rire mais il y a des femmes qui n'ont jamais été capables d'aller jusque-là... Ça a pris les groupes de femmes pour découvrir ça. »

Elles ont également pris conscience que les rôles qu'elles jouaient à la maison, soit celui de femme au foyer et celui d'assurer les soins, étaient moins valorisés que le rôle de pourvoyeur, joué par leurs maris :

Maureen : « Leur attitude c'était : « Je travaille... et quand je reviens à la maison... »

Donna : « Je veux mon souper. »

Maureen : « Tout doit être prêt pour moi. » [...] Plus tard, si ça me tente, je vais sortir avec mes chums et on va aller prendre une bière. J'ai une vie. J'ai le droit parce que je travaille. »

Myrna : « Comme un homme. »

Maureen : « Ce que tu fais dans la maison, c'est pas du travail. » [...]

Myrna : « Même dans les familles sur l'aide sociale, il avait un statut spécial. »

En appliquant ici la pensée d'Anthias, à mesure que ces femmes acquerraient une nouvelle conscience de leur propre oppression, elles reconstruisaient activement leurs propres récits d'appartenance, en articulant leurs idées et leurs pratiques non seulement autour de la question de genre, mais aussi autour de celle de classe. Elles ont remis en question plusieurs dichotomies (processus de dichotomisation) qui les oppriment : les femmes sont responsables des enfants/les hommes sont responsables de rapporter le revenu ; les femmes sont passives sur le plan sexuel/les hommes, eux, sont actifs ; les femmes sont dépendantes/les hommes sont indépendants ; les femmes sont celles qui font/les hommes sont ceux qui disent quoi faire. À travers le partage, en groupe, de leurs expériences, d'une information nouvelle et d'analyses, les femmes ont remis en question l'idée qui veut que ces dichotomies soient en quelque sorte « naturelles » (processus de naturalisation). Au contraire, elles sont parvenues à voir que, dans les faits, ces dichotomies avaient été construites de toutes pièces par une société injuste. Elles ont remarqué, par exemple, qu'on accordait moins de valeur à leur rôle de femme au foyer et à leur travail dans la communauté – une extension de la maison – qu'au travail des hommes (processus de hiérarchisation) et qu'au bout du compte, elles bénéficiaient de moins de ressources que les hommes (répartition inégale des ressources) – tant sur le plan matériel (dépendance financière), que politique (moins d'espace pour s'exprimer sur des questions d'ordre public), ou encore culturel (moins d'opportunités). Elles ont fini par conclure qu'elles avaient intériorisé ces idées (processus d'infériorisation) et que pour en venir à bout, il leur fallait travailler à les démanteler, non seulement en elles-mêmes, mais aussi chez leurs amies, dans leurs familles et dans l'opinion publique.

...à l'action collective et individuelle...

Afin de procurer du temps libre aux mères de famille et de leur permettre de s'engager dans un travail rémunéré, les femmes de Pointe-Saint-Charles ont décidé de mettre sur pied une garderie. Ce faisant, elles ont contribué à changer les mentalités en ce qui a trait à la garde des enfants, considérée comme étant de l'unique responsabilité des femmes. Elles ont créé leur propres espaces dans les groupes mixtes, et créé aussi des groupes composés uniquement de femmes, de manière à avoir une place où « rendre le personnel politique », pour accroître leur confiance en elles et pour s'organiser entre femmes :

Marguerite : « Parce que sinon les gars nous auraient pas donné de place. Il a fallu la prendre et dire : « On veut être avec vous autres ! » Mais on va commencer entre nous autres pour se renforcer, pour être capables de dire et de comprendre ce qui se passe. Et surtout être capables d'exprimer clairement nos opinions. Quand on se prépare, on n'est plus seule, ce n'est plus pareil. »

Elles ont créé des emplois pour des femmes, se sont mobilisées pour dénoncer le sexisme dans les institutions d'État et ont porté ces préoccupations à l'avant-scène en célébrant annuellement la Journée internationale des femmes.

Dans ces actions, et grâce à elles, les participantes et d'autres femmes autour d'elles, émancipées par leurs cheminements, ont commencé à prendre la parole – individuellement – sur des questions et des besoins d'ordre stratégique liés au genre. Avec beaucoup de courage, certaines ont décidé d'écrire des éditoriaux dans les journaux locaux, remettant en question publiquement les processus de différenciation et de stratification qui prévalent entre les femmes et les hommes. Surmontant bien souvent une immense peur, d'autres ont dénoncé des hommes en position d'autorité – ministres du culte, policiers, fonctionnaires de l'aide sociale. Finalement, la majorité des participantes ont transporté leur nouvelle conscience jusque dans leur foyer, demandant que les rôles traditionnels soient modifiés ; certaines se sont heurtées à des maris qui refusaient de changer et ont donc franchi le dernier pas – elles ont divorcé.

... et aux tensions

Puisque à travers leurs actions elles questionnent les processus de différenciation et de stratification, les participantes perturbent le statu quo et, donc, suscitent des réactions de leur entourage. Évidemment, les hommes, qui jouissent de bénéfices aux dépens des femmes parce que les processus de hiérarchisation font en sorte que les ressources sont réparties de façon inéquitable entre les sexes, peuvent avoir l'impression qu'ils ont « quelque chose à perdre » avec l'émancipation des femmes. De plus, via des processus d'infériorisation, certaines femmes ont elles-mêmes intégré le statu quo ; celles-ci réagissent donc face aux autres qui tentent de démanteler et de déplacer les frontières qui les oppressent.

Louise : « Quand tu commences à revendiquer, t'es celle qui vient faire la bisbille parce que ça va emmener d'autres femmes à réagir. Tu vois l'enchaînement que ça fait autour de toi ? Des ménages qui vont peut-être se séparer ? Des femmes qui vont se remettre à travailler pour ne pas être dans la maison ? C'est dérangeant ! Le jour où une femme prend conscience qu'elle a le même problème que toi et que toi, tu réagis, ça l'oblige à réagir aussi. »

Pour ces raisons, des tensions ont surgi de toutes parts : dans les familles, avec les professeur·e-s, avec les travailleuses sociales, dans le voisinage et même avec les militant·e-s dans les groupes.

À la maison, certaines femmes ont dû faire face à des réactions négatives de la part de leurs enfants qui déploraient le fait que leur mère soit moins présente. D'autres ont été « remises à leur place » par leur mari ; une réaction qu'il est peut-être possible de comprendre (bien qu'elle ne puisse être excusée) étant donné que ce type de revendications féministes commençait à

peine à se faire entendre publiquement. Certains hommes ont dénigré le travail des femmes dans la communauté, d'autres encore ont refusé de partager les tâches domestiques même si leurs conjointes avaient maintenant des engagements à l'extérieur de la maison :

Anonyme : « Au début, tu pouvais pas compter sur ton mari ou ta famille pour t'aider. J'ai déjà dit : « J'avais la permission de travailler dans la communauté. » Je m'impliquais juste pendant les heures d'école. C'était ça l'arrangement, sinon, si j'en avais fait plus... Mon mari a jamais voulu s'impliquer. Parce que c'était pour les enfants, ça avait rapport à l'éducation, les enfants, la santé, toutes ces affaires-là, c'était des « affaires de femmes ». Je suis certaine que plein de monde pensait comme ça à la Pointe, que c'était pas juste chez nous. »

Anonyme : « Mon mari avait la même attitude : « C'est des affaires de femmes, ça. Tu fais ce que tu veux, chérie, mais rapporte pas ça ici. S'il y a des problèmes, ça pas d'affaire à rentrer dans la maison. Si tu veux t'embarquer et organiser des affaires, vas-y, mais cause pas de trouble à la maison. »

Anonyme : « Tant que ça dérangeait pas le souper ! »

Anonyme : « Il me faisait savoir quand ça commençait à l'achaler. Quand c'était trop, il disait : « Dis-moi pas que t'es encore là-dedans ? ! As-tu pensé à tes enfants ? »

Anonyme : « Après tout, c'était tes enfants [...] »

Anonyme : « Il disait : « Bon, je suis encore pogné à garder les enfants ! »

Anonyme : « Comment ça se fait qu'eux autres, ils gardaient les enfants, alors que pour nous autres, c'était normal de s'en occuper ? »

À mesure qu'elles assumaient des rôles qui n'étaient pas généralement ceux de mères de famille, et encore moins ceux de femmes ne possédant pas de formation post-secondaire, les participantes ont parfois été confrontées au mépris de professeur-e-s, de travailleuses sociales et d'autres professionnel-le-s. Elles ont aussi fait face à des réactions négatives dans leur voisinage – même de la part d'autres femmes – se faisant souvent crier des noms dans la rue.

Maureen : « On vivait beaucoup de pressions. Ça venait même de la communauté, des autres femmes de la communauté. »

Myrna : « Il y a une autre chose que les gens disaient souvent et qui n'était pas très gentille. Aujourd'hui, on ne dirait plus ça parce que c'est de la discrimination. « Oh ! Je sais pourquoi t'aimes ça aller au Centre Saint-Columba ! C'est une gang de lesbiennes ! C'est pour ça que t'aimes ça, aller là. » Les gens disaient ça tout le temps. [...] Quand tu te défends, les gens vont dire n'importe quoi pour te provoquer pis te faire réagir. »

Enfin, quelques participantes ont même fini par vivre de pénibles relations conflictuelles avec les militant·e·s qui avaient inspiré leur cheminement en spirale. Au fur et à mesure qu'elles gagnaient de la confiance en elles-mêmes, elles commençaient à remettre en question les disparités entre le discours et la pratique de certain·e·s organisateurs et organisatrices, amenant les tensions jusqu'au sein des groupes.

Des transformations à tous les niveaux

Quels impacts ont eus toutes ces actions concernant les questions stratégiques liées au genre? Certains cyniques balaient ces actions du revers de la main, sous prétexte qu'elles n'opèrent pas de réel changement social par manque de vision politique coordonnée, et/ou par refus de s'identifier comme faisant partie du « mouvement féministe » (voir Nicole Tremblay, citée dans Bouchard, 1984). Effectivement, après toutes ces années d'organisation, des femmes sont encore battues par leurs conjoints, harcelées par leurs patrons, violées par les hommes avec qui elles avaient rendez-vous. La pornographie est toujours très répandue. À travail égal, les femmes sont encore moins bien rémunérées que les hommes. Elles sont encore sous-représentées dans la sphère politique. Les femmes sont encore celles qui accomplissent la majeure partie des travaux ménagers et qui assurent les soins aux enfants. Elles sont encore sur-représentées dans les groupes communautaires et y font encore les tâches d'entretien. En quoi tout ceci est-il libérateur?

Bien que moins « sexy » que de « brûler sa brassière », un féminisme radical qui fait les manchettes, le type de militantisme dans lequel sont engagées les participantes est enraciné dans les communautés, et il est essentiel à la vie démocratique du quartier et à la prise en mains locale (voir Kaplan, 1997). En fait, selon les participantes, il existe des impacts significatifs, non seulement au niveau « macro » de la société et de la communauté, mais aussi au niveau de l'émancipation individuelle et de la culture organisationnelle.

Des impacts sur la communauté, l'opinion publique, le gouvernement

Parmi les impacts les plus évidents se trouve la mise sur pied de nouveaux groupes de défense et de services dans le quartier, pour répondre aux préoccupations socialement dévolues aux femmes ainsi qu'aux besoins stratégiques liés aux rapports sociaux de sexe, projets qui continuent à contribuer à une meilleure qualité de vie pour tout le monde, spécialement pour les femmes. Plusieurs de ces groupes ont survécu au-delà des décennies et sont toujours dirigés par des femmes du quartier. En prenant appui sur les gains réalisés dans le passé, d'autres groupes répondant à des besoins stratégiques liés au genre ont vu aussi le jour à Pointe-Saint-Charles, incluant plusieurs nouvelles garderies, un centre d'hébergement

pour femmes violentées et un groupe pour les jeunes mamans. La Journée internationale des femmes continue également d'être célébrée chaque année, et plusieurs femmes provenant de divers groupes du quartier ont participé à la Marche des femmes «Du pain et des roses» en 1995 et à la Marche mondiale des femmes en 2000. Des femmes du quartier ont aussi participé à l'action féministe contre la mondialisation au Sommet des Amériques sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) qui s'est tenu dans la ville de Québec en 2001. Au cours de la dernière décennie, la question de la violence conjugale dont sont victimes les femmes dans la société québécoise, mais aussi sur le plan international, est de plus en plus présente dans l'arène publique.

Ces expériences font partie d'un mouvement plus large qui s'étend à l'ensemble du Québec et ont contribué à la consolidation, au cours des années, de groupes de défense et de services alternatifs, ainsi qu'à l'accroissement de la reconnaissance de l'importance des besoins stratégiques liés aux rapports sociaux de sexe, non seulement par d'autres femmes, mais également par le public en général et par les gouvernements. En constituant une partie de la base sur laquelle s'appuie la Fédération des femmes du Québec et les Marches des femmes, ces groupes locaux ont permis de relayer les revendications du mouvement féministe plus élargi concernant la violence et la pauvreté. Des questions fondamentales comme celle de la responsabilité collective dans des domaines tels que les garderies et l'éducation, la violence faite aux femmes, ou la répartition inéquitable des ressources entre hommes et femmes, ne figurent pas, comme elles devraient pourtant l'être, parmi les plus grandes priorités, mais elles font partie à tout le moins de l'agenda officiel. Au fil des ans, le gouvernement provincial a, jusqu'à un certain point, intégré certaines revendications du mouvement dans ses politiques publiques, par exemple, en décidant d'utiliser l'argent des contribuables pour financer des initiatives telles que la réduction des frais de garde, le financement des centres de femmes, la création de Conseils du statut de la femme, l'établissement de la parité salariale.

Des impacts sur les structures et les cultures organisationnelles

Au-delà de l'évidence, soit que l'existence de groupes communautaires améliore la qualité de vie, le militantisme des femmes influence les structures et les cultures organisationnelles. À elles seules, leurs actions ont permis de démontrer à tout le monde que «les femmes sont capables de le faire». Le simple fait que ces militantes *agissent* à l'extérieur du foyer, et en tant que militantes, a permis de rompre avec l'idée qui veut que *toutes* les femmes soient naturellement des «reines du foyer» et que *tous* les hommes soient naturellement des soutiens de famille (processus d'homogénéisation). En assumant des rôles de leader, en devenant des porte-parole auprès des médias, en négociant directement avec les élu-e-s, elles se sont éloignées des rôles «d'arrière-scène» qui sont généralement assignés aux femmes.

Au fur et à mesure qu'elles cheminaient sur ce chemin en spirale, les participantes, en exerçant une pression constante, obligeaient les membres des groupes, hommes et femmes, tout autant que les organisateurs/animateurs et organisatrices/animateuses, à remettre en question leurs propres attitudes intégrées de sexisme et de « classisme » et à modifier leurs comportements ; elles amenaient ainsi ce qui relève du personnel au niveau du politique, et vice versa. De la même manière, elles ont contribué à briser les hiérarchies traditionnelles à l'intérieur des organisations. Certaines pratiques, comme celle de s'organiser en caucus pour discuter de leurs préoccupations communes, d'inclure une analyse féministe, de réclamer la parité entre hommes et femmes dans la composition des Conseils et du personnel ou encore d'avoir recours à des listes homme/femme pour procéder aux prises de parole dans les groupes, ne sont peut-être pas largement répandues, mais elles ne sont pas complètement étrangères au fonctionnement du mouvement. Même si les hommes continuent à prendre le contrôle des lieux d'assemblée, et qu'on continue de les préférer comme représentants officiels, il y a beaucoup plus de femmes qui occupent des postes de pouvoir dans les groupes (par exemple, à la coordination des organisations et dans les comités exécutifs des Conseils).

De plus, les participantes du projet sont, avec d'autres militant·e·s du quartier et du Québec en général, à l'origine des approches non hiérarchiques en organisation. En effet, par leur analyse critique de l'histoire de l'organisation dans le quartier, les participantes tirent une leçon très importante : pour obtenir un réel changement social, l'organisation doit être de type *faire, faire avec, faire faire*, et non *faire pour*. Pour le résumer dans un langage plus commun à l'organisation féministe, exercer le *pouvoir avec*. Ainsi les personnes engagées dans une lutte communautaire doivent être impliquées du début jusqu'à la fin des processus de prise de décision. Organiser doit débiter par le partage des expériences, la transmission de l'information et l'analyse collective. Ce type d'organisation, affirment les participantes, convient mieux aux petits groupes, où les personnes ont davantage de facilité à prendre la parole, ce qui permet l'établissement d'une certaine confiance, et où l'atmosphère est suffisamment informelle pour procurer des occasions de rire et de jouer. Elles affirment aussi qu'une action qui surgit de ce genre d'organisation peut mener, et mène réellement, à une émancipation personnelle et collective, de même qu'à un engagement à long terme : « Quand tu as eu la piqûre de l'engagement, c'est tellement ancré en toi, tu ne peux plus lâcher. Ce n'est pas possible, ça fait partie de toi ! »

En réalité, les participantes au projet d'écriture, et de nombreuses autres militantes, ont continué à expérimenter l'exercice du *pouvoir avec*. Toutes les participantes sont aujourd'hui des intervenantes ou des bénévoles dans des groupes communautaires ; elles sont devenues elles-mêmes des « agitatrices » (bien que souvent agitatrices silencieuses !) et exercent une constante influence sur les groupes et leurs membres de par leur engagement continu. Et de nombreux groupes communautaires du quartier, tels

le Carrefour d'éducation populaire et le Centre de femmes, sont largement reconnus comme étant des expériences exemplaires d'organisation non hiérarchique.

Des impacts sur la famille et sur les femmes elles-mêmes

C'est peut-être au niveau « micro » que les impacts sont les plus significatifs. Par ce cheminement et à travers lui, toutes les participantes ont rompu avec les rôles traditionnels liés au genre. Les maris de certaines ont changé leur mentalité et leurs comportements :

Marguerite: « Quand mon mari a pris conscience qu'il avait sa part à faire pour le partage des tâches, il a fait son chemin. Il faisait le lavage. Il a appris à plier! Il avait du linge plus blanc que le mien! On faisait des réunions familiales tous les six mois pour faire le partage des tâches. Toute la famille. Les enfants aussi! »

D'autres femmes, par contre, ont fait face à des maris qui refusaient de changer, se sont libérées elles-mêmes en divorçant, pavant ainsi le chemin, aux côtés d'autres femmes, pour leurs filles :

Myrna: « Quand les enfants commençaient à aller à l'école, on rencontrait d'autres femmes pis on se rendait compte qu'on n'était pas les seules dans cette situation-là. [...] Pis tu savais qu'il y avait du support autour de toi si t'étais mal pris, parce que ça fait longtemps de ça. C'était tough de passer à travers ça, ça faisait peur. [...] Moi, ça faisait six mois que j'étais divorcée quand ma mère l'a appris. Je devrais dire séparée, pas divorcée. »

Maureen: « Et c'était pas bien vu. Il y avait un bon pourcentage de personnes qui étaient catholiques et qui rejetaient carrément l'idée du divorce. Alors je pense que ça prenait les groupes, et les groupes de femmes surtout. Les femmes pouvaient sortir de la maison et se parler de ces affaires-là. Elles se rendaient compte qu'elles avaient le droit d'avoir une vie à elles. »

Exposés de manière constante au militantisme, certains des enfants ont développé un esprit critique et une conscience de la justice, et quelques jeunes ont même suivi les traces de leur mère :

Marguerite: « Au lieu de jouer à la mère ou de jouer (au magasin), mes filles jouaient (aux réunions)! Elles avaient leurs thèmes: là, il y avait de l'exploitation, là, c'était trop cher... Elles mettaient des perruques et elles jouaient aux madames, mais c'étaient des madames en réunion! »

La majorité des participantes ne retourneraient pas en arrière pour se retrouver là où elles étaient avant d'être engagées dans l'action communautaire. Elles reconnaissent que si aujourd'hui elles sont devenues ces femmes fortes et pleines d'assurance, c'est en grande partie grâce à leurs cheminements à travers l'histoire :

Marguerite: «Moi j'aurais fait une dépression. [...] Ça m'a donné vie, c'est incroyable! Être à la maison, avec mes chaudrons, c'est épouvantable! Il n'y a pas de vie là-dedans pour moi! Qu'est-ce que j'aurais fait dans ma maison? J'aurais tourné en rond. [...] Ce qui m'a aidée, c'est quand on s'est impliqués dans les comités de citoyens [...] Avant, la vie était très difficile [...] Les enfants vont dire qu'ils ont commencé à mieux vivre quand on est arrivés dans la Pointe et que j'ai commencé à participer à une garderie. [...] Ça m'a donné de la force. [...] Et ça a apporté aux enfants parce que j'avais quelque chose à dire. On parlait beaucoup à la maison. Mais c'était encore plus intéressant parce que j'étais à l'extérieur et que j'apportais d'autres réflexions [...] Savoir que tu peux faire autre chose que le lavage des couches, que de parler de bébés. On n'est pas des enfants. On fait partie prenante de la société. On n'est pas seulement à la maison, comme si on n'était pas capable d'apprendre ou de devenir consciente et de prendre des responsabilités. Tu deviens une femme plus autonome. Toute la personne que je suis aujourd'hui vient de mon militantisme.»

Thérèse: «Je serais en chaise berçante [...] En soumission totale. [...] L'économie domestique et ses enseignements, c'était moi ça. Moi en 60, ça faisait déjà dix ans que j'étais mariée. C'est ça que j'avais eu de ma mère. «Tu dois faire ci, tu dois faire ça, pour ton mari. Même si ton mari boit, même s'il fait toutes sortes d'affaires, n'oublie pas que c'est ton mari. C'est lui le boss. Il te donne à manger. Et il mène. Toi, tu dois faire ce qu'il dit. C'est lui qui est responsable. C'est lui qui paie.» Alors moi je faisais partie de cette gang-là. [...] Pour ma part, ça a été ma valorisation de commencer à sortir dans le quartier. J'avais le droit de dire ce que je pensais. Même si j'avais juste une 5^e année, j'avais de l'allure quand je parlais puisque les gens m'écoutaient. [...] Ça a changé ma vie, ma vision de femme qui se prend en main. [...] J'ai dit: «Moi [...] je retournerai pas dans ma cuisine!» [...] J'ai fait mon secondaire à 40 ans. À 50 ans, je suis allée au cégep et à plus de 60 ans, j'ai continué à l'université du troisième âge! [...] Si je n'avais pas fait ça, je serais assise dans ma chaise berçante, à attendre que mes enfants viennent me voir.»

De concert avec ce que nous apprend la littérature, ces résultats démontrent que la transformation individuelle vient avec la transformation collective. Ceci confirme «combien il est impossible pour une femme de séparer son action à l'extérieur du foyer de son rôle domestique et de ses relations [...] si elle s'implique dans une lutte de classe, cela l'entraîne inévitablement sur de nouveaux sentiers en tant que femme, affectant tout ce qu'elle est comme femme» (Cockburn, 1977 : 69). Krauss abonde dans le même sens avec l'argument qui veut que «les revendications des femmes au sujet de simples questions communautaires les amènent à entrer dans un processus de politisation et dans une analyse plus large des inégalités de genre et de classes sur la scène publique et à l'intérieur de la famille. Propulsées à l'avant-scène pour défendre leurs enfants, elles finissent par mettre au défi le gouvernement, les corporations, les experts, les maris, et jusqu'à leurs propres insécurités de femmes de classe ouvrière» (Krauss, 1998 : 130).

En guise de conclusion

Les participantes étaient des femmes activement impliquées dans le quartier, travaillant à des « affaires de femmes » dans une sphère qui se veut le prolongement du foyer patriarcal, d'abord motivées par des préoccupations socialement dévolues aux femmes et relevant de leurs responsabilités de mères et de personnes qui assurent les soins. Dans leur cheminement, faisant l'histoire, elles sont passées d'un engagement axé sur des besoins pratiques de femmes, à l'acquisition d'une nouvelle conscience sur des enjeux stratégiques reliés aux rapports de sexe, souvent stimulées par les agitatrices dans les groupes à la réalisation d'une action collective, puis à une action à la maison ; les femmes ne faisaient pas que se transformer elles-mêmes ou transformer leurs groupes, elles transformaient également leur communauté et la société en général. Le vœu le plus cher des participantes à ce projet est que le partage de leurs cheminements puisse inspirer les jeunes femmes qui se battent pour trouver une voix dans le contexte d'aujourd'hui. ■

Traduction : Michèle Bayard

Références

- Afshar, Haleh et Mary Maynard (2000). «Gender and ethnicity at the millennium: from margin to centre». *Ethnic & Racial Studies*, 23 (5), 805-19.
- Anthias, Floya (1998). «Rethinking Social Divisions: Some Notes towards a Theoretical Framework». *Sociological Review*, 46 (3), 505-35.
- Anthias, Floya (2002). «Diasporic hybridity and transcending racisms: Problems and potential». In Floya Anthias et Cathie Lloyd (Ed.), *Rethinking anti-racisms: From theory to practice* (pp. 22-43). London: Routledge.
- Bouchard, Jean-Anne (1984). «Le mouvement féministe est-il à l'heure des coalitions?». *Mouvements*, 1 (2), 35-37.
- Callahan, Marilyn (1997). «Feminist Community Organizing in Canada: Postcards from the Edge». In Brian Wharf et Michael Clague (Ed.), *Community Organizing: Canadian Experiences* (pp. 181-204). Toronto: Oxford University Press.
- Cockburn, Cynthia (1977). «When women get involved in community action». In Marjorie Mayo (Ed.), *Women in the community*. London: Routledge & Kegan Paul.
- Collectif intersyndical des femmes (1984). «Slalom entre féminisme et syndicalisme». *Mouvements*, 1 (2), 24-26.
- D'Amours, Martine (1985). «Le bénévolat des femmes: Porte de sortie ou porte d'entrée». *Vie Ouvrière* 183, 15-23.
- Descarries, Francine (1997). «Egalité, solidarité et survie: les pratiques du mouvement des femmes au Québec [au cours de la dernière décennie]». *Nouvelles Pratiques sociales*, 10 (1), 19-28.
- DeSena, Judith N. (1998). «Low-income women and community power». *Sociological Spectrum*, 18 (3), 311-32.
- DeSève, Micheline (1994). «Femmes, action politique et identité». *Cahier de Recherche sociologique*, 23, 25-39.
- Dominelli, Lena (1995). «Women in the community: Feminist principles and organising in community work». *Community Development Journal*, 30 (2), 133-43.
- Dumont, Micheline et Louise Toupin (2003). *La pensée féministe au Québec*. Montréal, QC: Les Éditions du Remue-Ménage.
- Geiger, Susan (1990). «Dialogue: What's so feminist about women's oral history?». *Journal of Women's History*, 2 (1), 169-82.
- Gutiérrez, Lorraine M. et Edith A. Lewis (1994). «Community organizing with women of color: A feminist approach». *Journal of Community Practice*, 1 (2), 23-44.
- Haywoode, Terry L. (1999). «Working-class women and local politics: Styles of community organizing». *Research in politics and society: Community politics and policy*, 7, 111-34.
- Hyde, Cheryl (1996). «A feminist response to Rothman's 'The interweaving of community intervention approaches'». In Mary Weil (Ed.), *Community Practice: Conceptual Models* (pp. 127-145). New York: The Haworth Press.
- Kaplan, Temma (1997). *Crazy for Democracy: Women in Grassroots Movements*. New York: Routledge.
- Krauss, Celene (1998). «Challenging power: Toxic waste protests and the politicization of white, working-class women». In Nancy A. Naples (Ed.), *Community activism and feminist politics: Organizing across race, class and gender* (pp. 129-150). New York: Routledge.
- Kruzynski, Anna (2004). *Du silence à l'affirmation: Women Making History in Point St. Charles*. Thèse de doctorat, Écoles de travail social, Université McGill et Université de Montréal.
- Kruzynski, Anna et Eric Shragge (1999). «Getting organised: Anti-poverty organizing and social citizenship in the 1970s». *Community Development Journal*, 34 (4), 328-39.
- Lacourse, Marie Thérèse (1984). «Femmes en qui j'ai pris ma source». *Mouvements*, 1 (2), 18-21.
- Lamoureux, Diane (1986). *Fragments et collages: essai sur le féminisme québécois des années 70*. Montréal: Les Éditions du Remue-Ménage.
- Le Collectif Clio (1982). *L'histoire des femmes au Québec: depuis quatre siècles*. Montréal: Les Quinze.
- Lesemann, Frédéric (1981). *Du pain et des services: La réforme de la santé et des services sociaux au Québec*. Laval, QC: Albert Saint-Martin.
- Masson, Dominique (1999). «Constituting 'Post-Welfare State' Welfare Arrangements: The Role of Women's Movement Service Groups in Québec». *Documentation sur la Recherche féministe*, 27 (3-4), 49-69.
- Mayer, Robert, Henri Lamoureux, et Jean Panet-Raymond (2002). «L'évolution des pratiques communautaires au Québec». In Henri Lamoureux et al. (Éd.), *La pratique de l'action communautaire*, 2^e éd. (pp. 9-97). Montréal, QC: PUQ.

- McAdam, Doug (1992). «Gender as a mediator of the activist experience: The case of freedom summer». *American Journal of Sociology*, 97, 1211-40.
- McGraw, Donald (1978). *Le développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973)*. Montréal, QC: Éditions Albert Saint-Martin.
- Moser, Caroline O. N. (1989). «Gender planning in the Third World: Meeting practical and strategic gender needs». *World Development*, 8 (11), 1799-825.
- Naples, Nancy A. (Ed.) (1998). *Community activism and feminist politics: Organizing across race, class and gender*. New York: Routledge.
- Ng, Roxana, Jacob Muller, et Gillian Walker (1990). «Community class struggles and state formation». In Roxana Ng, Gillian Walker, et Jacob Muller (Ed.), *Community organisation and the Canadian State* (pp. 310-319). Toronto: Garamond Press.
- Panet-Raymond, Jean (1981). «La place des femmes dans les organisations populaires». *Intervention*, 61, 36-41.
- Payne, Charles (1990). «Men led, but women organized: Movement participation of women in the Mississippi delta». In Vicki L. Crawford, Jaqueline Anne Rouse, et Barbara Woods (Ed.), *Women in the civil rights movement*, (pp. 156-179). Brooklyn, NY: Carlson.
- Rabrenovic, Gordana (1995). «Women and collective action in urban neighbourhoods». In Judith A. Garber et Robyne S. Turner (Ed.), *Gender in urban research* (pp. 77-96). Thousand Oaks, CA: Sage.
- Starhawk (1987). *Truth or Dare: Encounters with Power, Authority and Mystery*. San Francisco: Harper & Row.